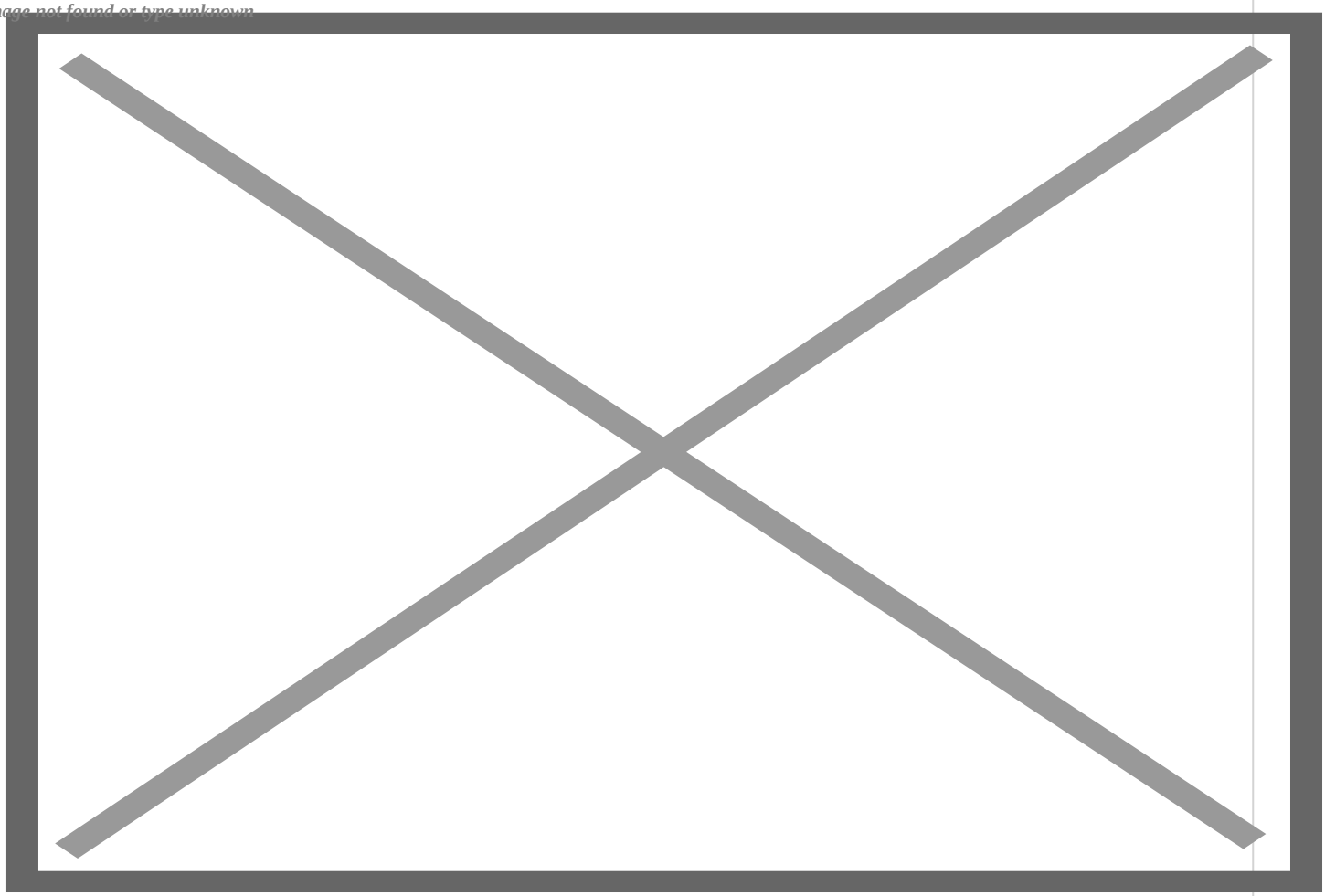
Les défenseurs de la justice bolivienne appellent à la fin de l'impunité

Image not found or type unknown



La Havane, 5 déc. (RHC)- Le Comité pour la promotion de la justice (CIJ) en Bolivie a annoncé la présentation aujourd'hui sur la Place Murillo de La Paz d'une dénonciation légale et d'une déclaration politique contre l'impunité dont bénéficient des éléments putschistes.

Aldo Michel, avocat du CIJ, a fustige "l'inaction du ministère public et les opérateurs de la justice".

Il a également critiqué les autorités gouvernementales pour l'impuissance dans laquelle se sont trouvés les citoyens de Santa Cruz pendant la grève violente de 36 jours, qui a fait quatre morts, des centaines de blessés, une femme victime de viol collectif et plus d'un milliard de dollars de pertes économiques.

L'avocat a ajouté que le Comité pour la promotion de la Justice exigera la fin du report de toutes les procédures judiciaires contre les auteurs du coup d'État de novembre 2019.

Les représentants du Comité Pro Santa Cruz, pour leur part, ont publié un communiqué samedi dernier dans lequel ils ont exprimé leur "rejet et répudiation de la persécution politique" du gouvernement contre ceux qui ont imposé la grève et les blocages dans ce département.

Cette structure non élue s'est déclarée "en état d'urgence" et a menacé de descendre à nouveau dans la rue pour soutenir le gouverneur, Luis Fernando Camacho, le leader civique Rómulo Calvo et le recteur de l'université autonome, Vicente Cuéllar.

S'exprimant sur la question, le porte-parole de la présidence, Jorge Richter, a précisé que ces trois personnes "peuvent élever la voix, avoir un ton très menaçant lorsqu'elles sortent et font des déclarations, mais cela ne les exonère pas de leurs responsabilités".

À Chuquisaca, le CIJ a déposé une plainte contre Camacho et Calvo pour des délits de discrimination, de racisme, d'organisation criminelle, d'attaque des autorités de l'État, ainsi que de violation des droits de la population pendant la grève.

Toujours à La Paz, une accusation a été déposée contre Camacho, Calvo et Cuellar pour actes de violence, racisme, discrimination, pillage et incendie du siège de l'organisation paysanne départementale.

Jorge Richter a reproché à ces représentants des élites du pouvoir de Santa Cruz de parler de persécution politique alors que des procès sont en cours pour les tenir responsables des actes de violence, les décès, le racisme, la discrimination et les pertes économiques lors de la grève illimitée exigeant que la date du recensement soit avancée.

Source: Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/306986-les-defenseurs-de-la-justice-bolivienne-appellent-a-la-fin-de-limpunite

Radio Habana Cuba